



Observatoire Afrique de l'Est

Enjeux politiques & sécuritaires

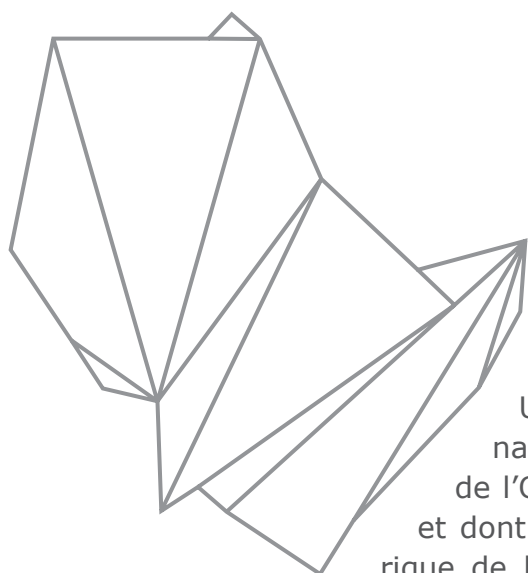
MUTATIONS GÉOPOLITIQUES ET RIVALITÉS D'ÉTATS : la Corne de l'Afrique prise dans la crise du Golfe

ROLAND MARCHAL

CHARGÉ DE RECHERCHE CERI-SCIENCES Po/CNRS

NOTE **ANALYSE 4**
MARS 2018





L'**Observatoire de l'Afrique de l'Est** (2017-2010) est un programme de recherche coordonné par le Centre d'Etude et de Documentation Economique, Juridique et Sociale de Khartoum (MAEDI-CNRS USR 3123) et le Centre de Recherches Internationales de Sciences Po Paris. Il se situe dans la continuité de l'Observatoire de la Corne de l'Afrique qu'il remplace et dont il élargit le champ d'étude. L'Observatoire de l'Afrique de l'Est a vocation à réaliser et à diffuser largement des Notes d'analyse relatives aux questions politiques et sécuritaires contemporaines dans la région en leur offrant d'une part une perspective historique et d'autre part des fondements empiriques parfois négligés ou souvent difficilement accessibles.

L'Observatoire est soutenu par la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (ministère de la Défense français). Néanmoins, les propos énoncés dans les études et Observatoires commandés et pilotés par la DGRIS ne sauraient engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Il s'appuie par ailleurs sur un large réseau de partenaires : l'Institut français des relations internationales, le CFEE d'Addis-Abeba, l'IFRA Nairobi, le CSBA, LAM-Sciences Po Bordeaux, et le CEDEJ du Caire.

Les notes de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est sont disponibles en ligne sur le site de Sciences Po Paris.

Coordination
Jean-Nicolas BACH
Roland MARCHAL



Les notes de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est sont disponibles en ligne sur le site de Sciences Po Paris.

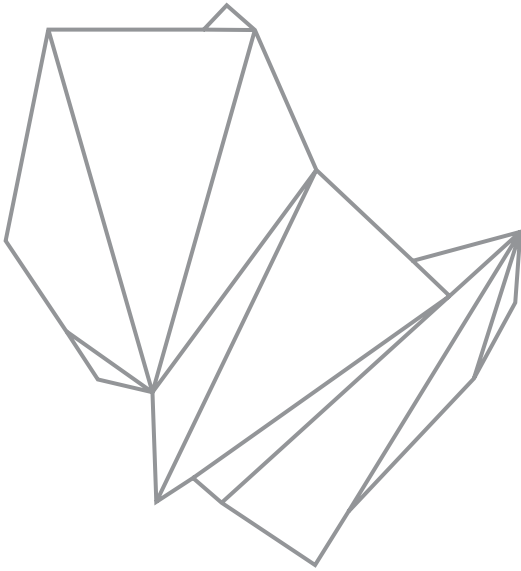


Table des matières

- 6. INTRODUCTION
- 9. LA REVALORISATION
GÉOPOLITIQUE DE LA MER
ROUGE ET LES AMBITIONS
CHINOISES
- 14. DES ÉTATS RENTIERIS DU GOLFE
EN QUÊTE D'HÉGÉMONIE DANS
LA CORNE DE L'AFRIQUE
- 22. APPEL D'EMPIRE OU COMMENT
RENÉGOCIER SES PATRONAGES
INTERNATIONAUX
- 31. CONCLUSION

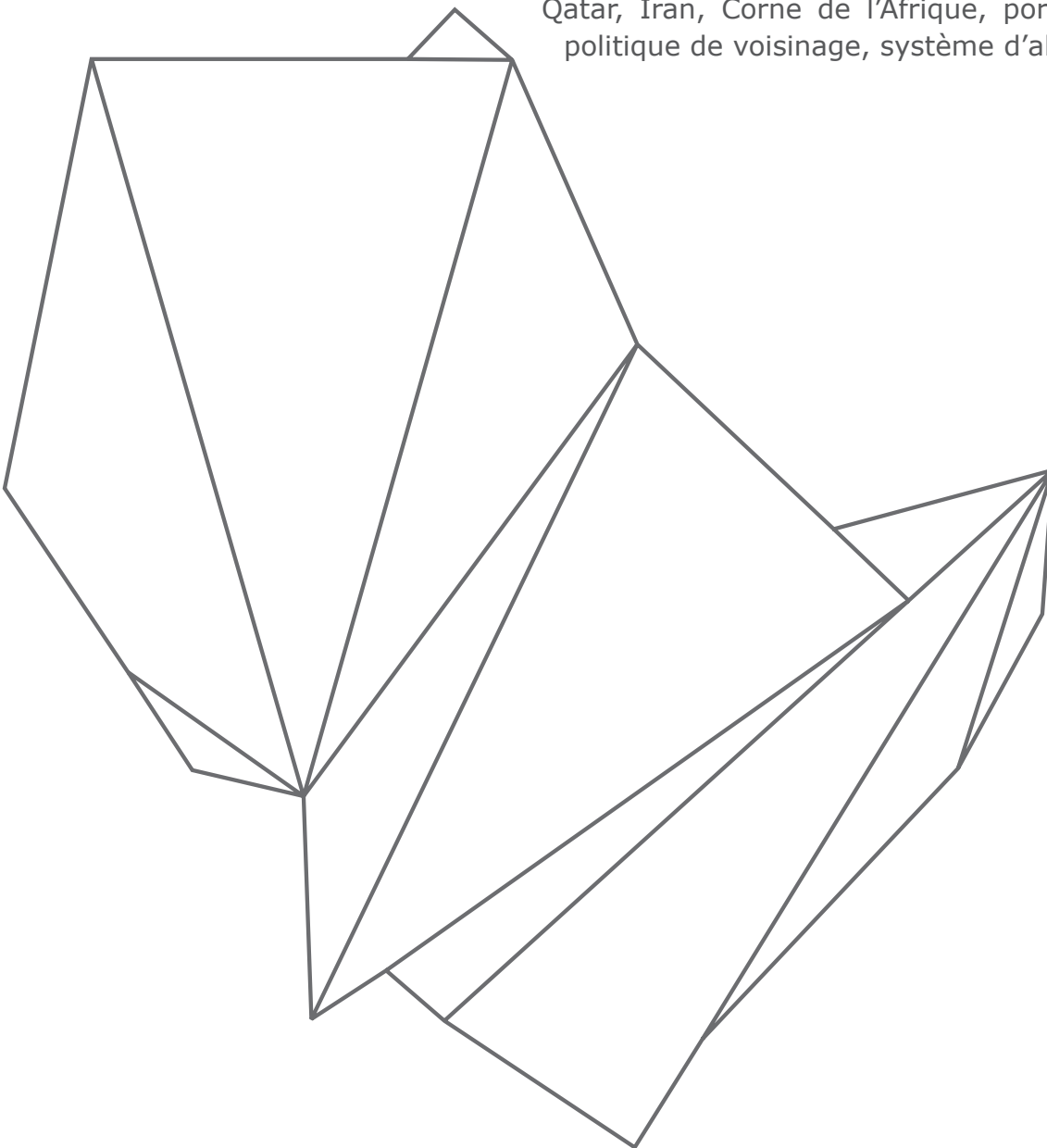
Corne de l'Afrique et Pays du golfe

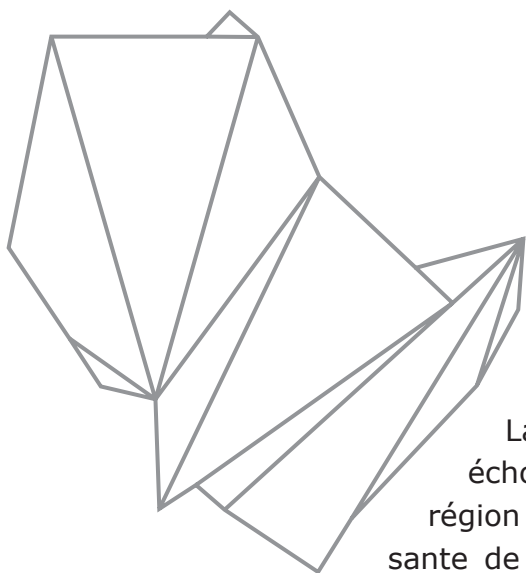


Résumé

Le déclenchement de la crise du Golfe en juin 2017 a profondément affecté les pays de l'autre rive de la mer Rouge, en dépit souvent d'une neutralité affichée mais privée de tout contenu. Cette militarisation des politiques de voisinage ne produit pas pour autant un nouvel ordre régional plus cohérent ou apaisé. Au contraire. Mais, au-delà des péripéties de cette crise, on voit poindre de nouvelles politiques internationales portées par d'autres puissances émergentes comme la Turquie et surtout la Chine, voire à terme la Russie.

Mots clés : Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Iran, Corne de l'Afrique, port, hégémon, politique de voisinage, système d'alliances.





Introduction

La Corne de l'Afrique vit aujourd'hui ce qui pourrait sembler un *remake* de la période de la guerre froide. La multiplication des crises politiques intérieures fait écho à l'annonce de la prise de contrôle des ports de la région par les puissances du Golfe. La militarisation croissante de la politique de voisinage régionale renvoie à une volonté de redessiner des zones d'influence, sans qu'on comprenne très bien la nature des enjeux à moyen terme¹.

Pour tenter de démêler les différentes logiques à l'œuvre, il faut peut-être admettre au moins pour le déroulé de l'analyse que plusieurs crises ou dynamiques tectoniques sont à l'œuvre simultanément : elles se nourrissent les unes des autres mais ne relèvent pas des mêmes rationalités, ce qui sans doute explique le degré de confusion actuel. Pour aller à l'essentiel, on peut schématiquement repérer trois grandes transformations en cours.

La première est proprement géopolitique et n'a que peu à voir avec les affrontements politiques et militaires qui déchirent le Yémen ou l'autre versant de la mer Rouge. Un incident permet d'en prendre la mesure : la rupture d'un accord de gestion du *port container* de Doraleh à Djibouti en mars 2018 qui ne peut s'analyser sans souligner la montée en puissance de la Chine dans la grande région. Il s'agit ici d'une transformation du statut de la mer Rouge dans un contexte reconfiguré par les ambitions chinoises de sécuriser un accès privilégié au marché européen et peut-être aux ressources énergétiques de la Méditerranée orientale comme de l'Océan indien.

L'émergence de ce nouveau dispositif se fait pas à pas et c'est sans doute plus dans la détermination d'avancer que dans les pas accomplis jusqu'à aujourd'hui qu'il faut voir l'indice d'une évolution radicale. Les récentes déclarations du chef d'AFRICOM² autant que l'annonce de découvertes pétrolières et gazières en Ogaden³ ou l'accord conclu avec les différentes autorités somaliennes (et à peine remarqué par les observateurs) portant sur la construction d'un port à Hobyo⁴ convergent pour indiquer un intérêt chinois pressant pour cette région. Le tracé d'une nouvelle « Route de

-
1. Annette Weber, "Red Sea: Connector and Divider. Disruption waves from the Arabian Gulf to the Horn of Africa", *SWP Comments*, n° 50, November 2017.
 2. Mythili Sampathkumar, "General says China's control of a port in Djibouti could have 'significant' repercussions for US", *The Independent Online*, 7 March 2018, <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/us-military-general-china-djibouti-port-africa-command-a8244976.html>
 3. Kaleyesus Bekele, "Oil in Ogaden", *The Reporter*, 24 March 2018.
 4. Radio Dalsan, "Farmaajo Commission's Construction of Hobyo Port", 23 January 2018.

la Soie » maritime, les velléités indiennes de se garantir de nouvelles facilités militaires dans l'Océan indien ou la volonté de la Turquie de se réinscrire dans un projet néo-ottoman en Afrique de l'Est ne doivent donc pas surprendre.

Une deuxième transformation est liée plus directement à l'actualité et à la crise qui divise les États du Golfe et leurs alliés dans la grande région⁵. Plusieurs incidents précurseurs auraient pu inciter les puissances occidentales à intervenir pour éviter l'escalade actuelle dont les effets sont particulièrement tragiques sur le Yémen. La politique iranienne dans les années 2000, l'ampleur des différences de positionnements au moment des printemps arabes tant sur l'Égypte que sur la Libye, la confrontation d'agendas nationaux radicalement différents et bien d'autres indices avant la destruction méthodique et raisonnée du Yémen auraient pu mobiliser la diplomatie des grandes puissances occidentales si elle n'avait été tétanisée par son obsession d'améliorer les chiffres du commerce extérieur.

Une troisième transformation recouvre ce que Ghassan Salamé décrivait, au sortir de la guerre froide, comme un appel d'empire⁶, ressenti par des pays dont les régimes politiques sans être aux abois se sentent menacés par des oppositions internes ou par des politiques internationales interventionnistes. Cette posture n'est pas sans rappeler comment et avec quel talent les pays de la Corne de l'Afrique ont su s'inscrire dans le grand récit de la guerre froide pour leurs intérêts bien compris et comment leurs dirigeants ont su en retirer des ressources économiques ou politiques pour allonger la survie de leur régime.

Il faut aussi se garder dans l'analyse de la période actuelle d'une illusion. Les rapports entre les deux rives de la mer Rouge sont anciens et ont aidé à la formation de civilisations qui ont souvent perduré malgré les aléas de la globalisation ou les polarisations politiques de chaque période. Ce qui fait la modernité de la donne actuelle est double. D'une part, il s'agit de politiques et d'ambitions d'États, les peuples et l'économie de leurs relations ayant peu d'influence sur ces compétitions quasi impériales. D'autre part, alors que dans les années 1960 et 1970, les pays qui s'efforçaient de se construire en hégémon régionaux étaient la Syrie, l'Irak et l'Égypte, tous trois parangons d'une certaine conception laïciste de l'État et de la politique organisée à travers des partis uniques, aujourd'hui ce sont des États rentiers guidés par des familles régnantes qui ne s'embarrassent pas de partis politiques et peinent à reformuler un contrat social. Seule continuité, celle des hommes forts, dictateurs éclairés qui génèrent à terme les mêmes instabilités.

On peut pointer la période de ce grand basculement dans la reconfiguration internationale qui prend forme au moment de la guerre de l'Ogaden en 1977-1978. Les pays conservateurs du Golfe ont alors pesé de tout leur poids dans l'émergence ou la consolidation de mouvements armés plus conservateurs. Leur anticommunisme

5. Coll., *The Qatar Crisis*, POMEPS Briefings 31, October, 2017. Gerald Feierstein, Craig Greathead, "The fight for Africa; the new focus of the Saudi-Iranian rivalry", *Policy Focus*, 2017, n° 2, September 2017.

6. Ghassan Salamé, *Appel d'empire. Ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Paris, Fayard, 1994.

de façade préparait déjà la lente évolution vers une idéologie plus influencée par le salafisme politique et l'islamisme. Qu'on se rappelle les pressions pour coopter au sein du pouvoir soudanais le Front national islamique d'Hasan al-Tourabi, les affrontements fratricides entre mouvements nationalistes érythréens alors même que les troupes cubaines aidaient à une reconquête du territoire gagné par eux depuis 1974, l'évolution aussi des oppositions armées ethniques en Éthiopie particulièrement chez les Oromos et, bien sûr, le basculement dans le camp occidental de la Somalie. Dans chaque cas, il y a une histoire propre, des antécédents, des choix tactiques ou stratégiques mais dix ans plus tard, le doute n'est plus permis.

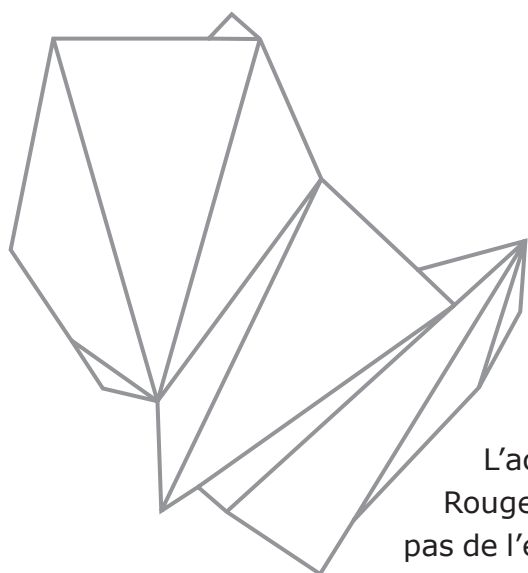
Chacune de ces trois dynamiques de transformation est analysée dans ce texte de façon plus ou moins détaillée. Si l'étude est correcte, il faut alors craindre une instabilité qui se prolongera quand bien même la crise du Golfe *stricto sensu* prendrait fin ou serait enfin contenue. Les tensions actuelles et l'incapacité des pays du Golfe dans leurs alliances respectives à les résoudre indiquent qu'aucun ordre régional n'est aujourd'hui possible sous leurs auspices⁷. On peut de toute façon douter de la validité d'un tel scénario lorsqu'on considère ce qui s'est passé depuis juin 2017. Contrairement au pari fait, la soi-disante grande coalition internationale conduite par l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) n'a pu ni conclure victorieusement la guerre au Yémen commencée en mars 2015 ni contraindre le Qatar à accepter un diktat politique⁸ qui l'aurait réduit au niveau de Bahreïn. De plus, loin de marginaliser Doha, cet antagonisme a poussé à la création d'un axe Turquie-Iran-Qatar qui bénéficie d'une certaine sympathie chez des alliés traditionnels de l'Arabie Saoudite comme le Pakistan et qui, surtout, garantit une pérennité au régime qatari.

La question de l'attitude américaine n'est pas réellement analysée ici. On sait les efforts mis par les dirigeants saoudiens et émiratis à faire valoir leurs vues à Washington en s'affranchissant de nombreuses règles⁹. Le Qatar n'aurait pas hésité à faire de même s'il n'avait déjà perdu la partie dans cette course aux proches du président américain. Reste que la nomination de John Bolton au poste de Conseiller à la Sécurité nationale après l'éviction de Rex Tillerson remplacé par un faucon doublé d'un courtisan au Département d'État (l'ancien directeur de la CIA, Mike Pompeo) fait que le scénario d'une guerre régionale, improbable il y a encore quelques semaines, est aujourd'hui une option possible. Le système américain recèle cependant des contrepouvoirs au-delà des réticences évidentes à l'heure actuelle du Secrétaire à la Défense et l'on ne saurait présager la longévité politique de l'actuel président, compte tenu des scandales qui affectent sa vie publique et privée.

7. Asteris Huliaras and Sophia Kalantzakos, "The Gulf States and the Horn of Africa: A new Hinterland?", *Middle East Policy*, vol. XXIV, n° 4, Winter 2017.

8. Patrick Wintour, "Qatar given 10 days to meet 13 sweeping demands by Saudi Arabia", *The Guardian*, 25 July 2017.

9. Ryan Grim, Alex Emmons, Clayton Swisher, "Saudi Crown Prince Boasted That Jared Kushner Was 'In His Pocket'", *The Intercept*, 21 mars 2018, accessible à <https://theintercept.com/2018/03/21/jared-kushner-saudi-crown-prince-mohammed-bin-salman/>. Mark Mazzetti, David Kirkpatrick and Adam Goldman, "Adviser to Emirates with Ties to Trump Aides Is Cooperating with Special Counsel", *The Washington Post*, 6 March 2018.



La revalorisation géopolitique de la mer Rouge et les ambitions chinoises

L'actualité d'une présence militaire chinoise en mer Rouge procède de plusieurs logiques. Celle-ci ne relevant pas de l'expertise de l'auteur ni du thème central de ce texte, on se contentera de mentionner que cette présence correspond sans doute à une vision de la modernisation maritime et militaire de la République populaire de Chine. Il s'agit d'une dimension importante, peut-être même essentielle, mais pour la corroborer, il faudra évaluer les raisons proprement militaires qui incitent Pékin à construire une présence militaire à Djibouti, plutôt qu'à rechercher d'autres points d'ancrage en Afrique australe ou dans le golfe de Guinée où ses échanges économiques sont plus importants.

L'affirmation d'une présence militaire à Djibouti constitue d'abord une rupture fondamentale avec les principes qui ont guidé la politique étrangère chinoise sur le continent africain depuis ses débuts. Elle a été, dans un premier temps, justifiée par la nécessité de maintenir un dispositif maritime contre la piraterie, argument analysé plus avant. Il semble à considérer la situation actuelle qu'il faille évoquer plusieurs autres calculs pour éclairer l'évolution de la présence chinoise dans cette zone du continent. Le second concerne la sécurité de ses ressortissants, le troisième celle de ses exportations de cette zone. Le quatrième calcul touche au rôle alloué à la mer Rouge dans la construction de la Route de la Soie qui permettrait de relier les marchés européens à la Chine. Tentons une revue de détail.

La piraterie en Somalie

A l'inverse du phénomène récurrent qu'elle représente en Mer de Chine (du sud), à proximité des côtes de l'Indonésie et des Philippines, ou du Vietnam et autour du détroit de Malacca¹⁰, la piraterie n'a pas d'existence historique en mer Rouge. C'est seulement avec la guerre civile somalienne qu'elle prend forme pour se concentrer dans le sud de la Somalie et, surtout, dans les années 2000 autour du détroit de Bab el-Mandeb et du golfe d'Aden.

En 2008, devant la multiplication d'attaques contre des navires commerciaux, de pêche, ou transportant de l'aide humanitaire, sous l'impulsion française, une force

10. Derek Johnson and Mark Valencia (ed.), *Piracy in Southeast Asia: Status, Issues, and Responses*, Singapore, International Institute of South Asian Studies, 2005.

maritime multinationale se mettait en place pour contrer les pirates et protéger l'accès à la mer Rouge et au canal de Suez. Cette force initialement européenne et américaine intégrait rapidement des bateaux portant pavillon asiatique : le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud y prenaient place¹¹. À certains égards, cette force maritime constituait un faux semblant puisqu'une partie des nations représentées disposaient de navires qui pillaient les ressources halieutiques somaliennes même s'ils avaient conclu des contrats avec des intermédiaires somaliens, dont la valeur juridique était nulle.

Au-delà de cette « ambiguïté », la coordination entre les pavillons nationaux permet de construire un exercice de diplomatie maritime dont les Européens n'étaient pas peu fiers. Voir des flottes souvent rivales ailleurs coopérer ainsi n'était effectivement pas une petite chose.

La piraterie constituait aussi une opportunité importante pour les compagnies d'assurance qui avaient imposé des surprimes significatives aux compagnies maritimes qui opéraient dans cette zone. Une étude de la Banque mondiale affirmait ainsi que le surcoût de la piraterie avait atteint près de 18 milliards de dollars entre 2008 et 2012¹². L'essentiel des bateaux transportaient des marchandises d'Asie vers les marchés européens et méditerranéens.

Depuis 2013, la piraterie somalienne semble avoir vécu même si un sursaut d'activité est noté. Les Émirats arabes unis ont formé des gardes côtes au Puntland, des opérations de police ont réduit les bases « historiques » des pirates des années 2000 mais évidemment rien ne peut garantir une résurgence du phénomène d'autant que l'administration du Puntland – malgré une aide internationale plutôt généreuse – peine à maintenir le peu de services qu'elle a mis en place depuis sa création en 1998, corruption oblige¹³.

Dans un tel cadre, le maintien d'une présence navale ne peut qu'être bienvenu. La construction d'une facilité militaire chinoise à Djibouti a été justifiée en 2016, comme cela avait été le cas pour le Japon, par les nécessités logistiques requises pour ces bateaux. Ce n'est que peu à peu qu'il est devenu clair que la base chinoise était un peu trop ambitieuse dans sa conception pour ne servir que pour la logistique¹⁴.

11. Lauren Ploch, Christopher Blanchard & alii, *Piracy off the Coast of Somalia*, Congressional Research Service, 27 April 2011.

12. Do, Quy-Toan, 2013, *The Pirates of Somalia: Ending the Threat, Rebuilding a Nation*, Washington DC, World Bank. January 2013, <http://documents.worldbank.org/curated/en/182671468307148284/The-pirates-of-Somalia-ending-the-threat-rebuilding-a-nation>

13. Jason Patinkin, "Somalia's pirates Are back in business", *Foreign Policy*, 9 April 2017, <http://foreignpolicy.com/2017/04/09/somalias-pirates-are-back-in-business/>

14. Erica Downs, Jeffrey Becker and Patrick de Gategno, *China's Military Support Facility in Djibouti: The Economic and Security Dimensions of China's First Overseas Base*, July 2017, https://www.cna.org/CNA_files/PDF/DIM-2017-U-015308-Final2.pdf

La sécurisation des ressortissants chinois

Il est assez difficile de mesurer la compréhension qu'a l'opinion publique chinoise (si celle-ci existe) des relations privilégiées de leur gouvernement avec l'Afrique, notamment de l'importance de l'aide attribuée par Pékin à ses correspondants en Afrique. On peut présumer d'un certain cartiérisme, qui rappelle l'attitude de la masse des Iraniens vis-à-vis du Liban (et du Hezbollah) : lors d'un récent tremblement de terre au Kurdistan iranien, la télévision a diffusé le témoignage d'une victime qui se désolait de n'être pas libanaise car « au Liban, l'État iranien intervient immédiatement pour secourir ses alliés tandis que sa propre population doit attendre... ».

Le débat sur la sécurité des ressortissants chinois en Afrique est un sujet sensible. En 2007, une organisation de l'opposition armée éthiopienne – Le Front de libération de l'Ogaden (ONLF) – a attaqué un campement d'une compagnie chinoise qui menait une campagne d'exploration pétrolière et a tué plus de 60 travailleurs chinois¹⁵. La presse chinoise a fait état des réactions populaires qui s'indignaient de l'incapacité de leur gouvernement de protéger leurs compatriotes à l'étranger, et demandaient pourquoi on aidait des criminels, confondant État éthiopien et rebelles. La réaction des autorités chinoises a été à la mesure de cette colère : Addis-Abeba a été sommée de rétablir l'ordre. Le gouvernement éthiopien a mené pendant l'été et l'automne 2007 un véritable blocus de la région concernée avec des conséquences humanitaires désastreuses pour la population.

Le second coup de semonce est bien sûr la Libye au printemps 2011. La Chine a pu grâce à l'aide des navires occidentaux rapatrier ses citoyens basés en Libye (dont elle avait manifestement sous-estimé le nombre) mais l'alerte a été chaude et l'appui occidental une humiliation puisqu'au même moment la Chine critiquait (avec raison) la lecture de la résolution 1973 d'avril 2011 du Conseil de sécurité de l'ONU sur laquelle s'appuyaient la France, le Royaume Uni et les États-Unis pour intervenir en Libye.

Le troisième rappel était évidemment le Sud-Soudan où les différentes factions du régime ont montré une absence totale de respect pour les engagements internationaux et humanitaires de leur jeune État. Les Nations unies ne brillaient guère (un commandant de la force, un général kenyan était même mis à pied) dans l'application d'un mandat qui mettait pourtant l'accent sur la protection des civils.

Aujourd'hui, la Corne de l'Afrique est l'une des zones où le nombre de ressortissants chinois reste élevé – surtout en Éthiopie et au Soudan - à un moment où la possibilité de crises politiques violentes est la plus forte¹⁶. L'Éthiopie évidemment est le pays où les projets sont les plus nombreux. Mais il faut aussi considérer le Soudan (anciennement Nord-Soudan), les regroupements au Sud-Soudan et même la Somalie où des entreprises chinoises en petit nombre sont présentes (région de Boorama, Sool, Nugaal, Mogadiscio). Reste qu'une telle sollicitude pour des citoyens de base ne peut qu'étonner.

15. Jeffrey Gettleman, "Ethiopian rebels kill 70 at Chinese-run oil field", *The New York Times*, 25 April 2007.

16. Une estimation, sans doute la plus basse, est d'environ 19,000 travailleurs chinois (pour ce qui concerne les projets d'État chinois) en 2016 dans les pays de la Corne de l'Afrique. Voir <http://www.sais-cari.org/data-chinese-workers-in-africa/>

Construire et sécuriser les infrastructures pour l'exportation

L'Afrique de l'Est, de façon générique, est une zone du continent africain où les prospections notamment dans le secteur énergétique sont les plus tardives. Une carte des ressources minérales et énergétiques aujourd'hui doit donc être considérée avec précaution. La Tanzanie n'a pas encore réellement commencé l'exploitation des importantes réserves gazières qu'elle partage pour une part avec le Mozambique. Les explorations en Ouganda se poursuivent (comme les débats sur l'institutionnalisation du secteur) même si l'on sait que l'Ouganda est désormais capable de produire plus de 300 000 b/j. Les découvertes au Kenya sont plus rudimentaires à ce stade mais peu d'opérateurs imaginent qu'on puisse en rester là. La Somalie, comme le Sud-Soudan, est le pays des rumeurs les plus optimistes. L'Éthiopie, enfin, ne cache plus ses ambitions et l'annonce récente de découvertes significatives en Ogaden montre que le rêve n'est pas forcément loin de la réalité.

Le Soudan a été le pays test pour la Chine¹⁷ et d'une certaine manière, malgré les déconvenues et un intérêt qui prend en compte les pays du golfe de Guinée, les opérateurs chinois ne sont pas disposés à plier bagage.

Une des caractéristiques de la politique chinoise en Afrique est qu'elle s'inscrit dans la durée : elle n'est pas dictée par la recherche d'opportunités immédiates¹⁸. En ce sens, on doit considérer la présence chinoise et les paris faits par Pékin. Lorsqu'il signa un accord avec les autorités de Galmudug et le gouvernement central pour la construction d'un port à Hobyo et la construction ou la réhabilitation de routes jusqu'à Beled Weyne, beaucoup d'observateurs sourirent. La Chine arrivait en retard puisque les Émirats arabes unis avaient déjà conclu des accords avec les « vrais » ports de Berbera, Boosaaso, Kismaayo et même Baraawe. Quelques mois plus tard, on réalise mieux que les EAU ont beaucoup promis mais qu'ils se retrouvent empêtrés dans des débats dont ils ne sortiront pas sans perdre des plumes (sur la souveraineté de la Somalie) et que les promesses faites aux uns et aux autres sont souvent revues à la baisse. Il y a en revanche peu de doutes que la Chine peut construire un port qui permettrait de faire l'interface avec le marché international (*i.e.*, un vrai port et non une plage aménagée comme l'est aujourd'hui Baraawe) et les infrastructures routières nécessaires. L'accord ne soulève aucun problème juridique à l'inverse de ce qui s'est conclu pour Berbera.

17. Luke Patey and Daniel Large (ed.), *Sudan Looks East: China, India, and the Politics of Asian Alternatives*, Oxford, James Currey, 2014.

18. Luke Patey, *The new Kings of crude*, London, Hurst and Co. 2014.

La Route de la soie maritime

Enfin, la Chine de Xi Jinping est nourrie d'une ambition mondiale dont l'une des expressions est l'établissement de routes de la soie terrestre et maritime qui permettraient aux biens chinois d'accéder sans difficulté aux marchés eurasiens et méditerranéens. De fait, le tracé de la route maritime indique clairement l'importance qu'acquiert aujourd'hui la mer Rouge dans la réalisation de ce projet¹⁹.

On peut sans doute corréler cette importance avec l'attitude de l'Inde qui s'est comme son grand rival asiatique bien éloignée de la doctrine du non-alignement et tente aujourd'hui d'obtenir aussi des facilités pour ses navires de guerre dans le Bassin de l'Océan indien²⁰. L'Inde a, comme la Chine, la volonté de sécuriser des flux commerciaux (son approvisionnement pétrolier notamment) et New Delhi ne veut pas être exclue du grand partage des zones d'influence que semblent appeler la politique américaine actuelle et les ambitions régionales de certains pays au Moyen-Orient.

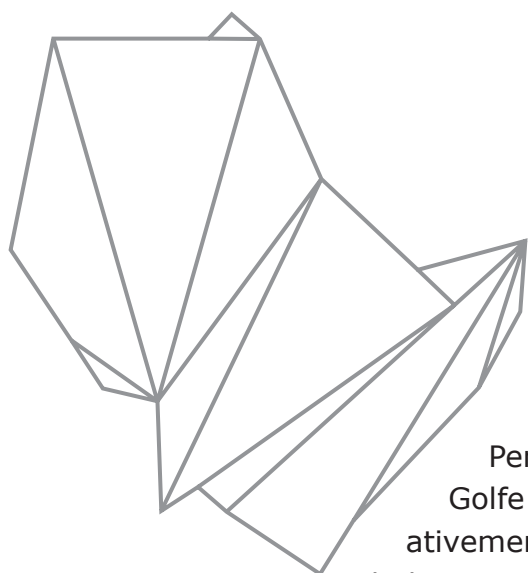
La problématique de la Route de la Soie résume un peu tous les aspects évoqués précédemment. La possibilité d'une base militaire située « à mi-chemin » entre l'Europe et l'Asie manifeste la préoccupation de la Chine pour la sécurisation d'une voie maritime qui fait par ailleurs l'objet des convoitises d'une région divisée quand bien même Pékin entretient de bonnes relations avec tous les camps.

En affichant sa disponibilité à remplacer les soldats qataris qui faisaient de l'interposition sur la frontière entre Érythrée et Djibouti, les responsables chinois faisaient un triple pari. D'abord, contrairement à ce qu'on leur reproche au Sud-Soudan, montrer leur capacité à remplir des tâches militaires qui vont au-delà de la simple protection de leurs concitoyens tout en restant dans un cadre délimité d'interposition traditionnelle typique du maintien de la paix selon le chapitre 6 de la Charte des Nations unies. Ensuite, justifier leur présence militaire à Djibouti en évitant un vide qui aurait pu éventuellement fournir une opportunité pour des *spoilers* (d'un côté ou de l'autre) de dégrader la situation sécuritaire. Enfin, souligner en creux que l'association à des puissances riveraines comme l'Arabie Saoudite ou les Émirats arabes unis après le Qatar ne peut suffire pour construire un ordre régional stable puisqu'une opération aussi modeste que celle sur la frontière entre Djibouti et l'Érythrée n'a pu être remplie par aucun membre de la grande alliance internationale conduite par Riyad.

Le succès de cette Route de la Soie ne peut en aucun cas dépendre seulement de la présence d'une base militaire qui reste d'ampleur modeste eu égard au complexe de conflits dans la grande région. Cette réussite se joue ailleurs dans la redéfinition des règles du commerce international et de la politique américaine : sur ces questions-là l'incertitude est grande et les réponses dépendront de l'émergence d'un hégémon dans la mer Rouge.

19. Thierry Pairault, *Djibouti et les routes électroniques de la soie*, 4 février 2018, accessible à <https://pairault.fr/sinaf/index.php/les-afriques-et-la-chine/les-nouvelles-routes-de-la-soie/1248-djibouti-et-les-routes-electroniques-de-la-soie>

20. Julien Bouissou, « L'Inde accélère son rapprochement avec le Moyen-Orient », *Le Monde*, 26 février 2018.



Des États rentiers du Golfe en quête d'hégémonie dans la Corne de l'Afrique

Perçue par les États de la Corne de l'Afrique, la crise du Golfe dans sa forme actuelle s'inscrit dans un temps relativement court même s'il faut se remémorer l'histoire sur la longue durée pour en prendre toute la mesure. En l'espace de quelques années, les bases militaires internationales se sont accrues : Assab, Djibouti, Berbera. Ces dernières sont plus le symptôme d'une incertitude régionale que l'affirmation d'une plus grande sécurité. Ces enclaves augurent aussi d'une diplomatie de la canonnière d'une autre époque. Simultanément, elles traduisent une inquiétude sur la réussite des transformations annoncées pour la prochaine décennie. Si l'Arabie Saoudite se tient à son plan de route, on devrait assister à des investissements massifs dans les zones les plus peuplées de la côte de la mer Rouge et donc à un accroissement supplémentaire de leurs démographies. En regard, l'autre rive de la mer Rouge ne laisse guère espérer la sécurité pour mener à bien ces objectifs très ambitieux : il existe une multiplicité de points de tension (Soudan/Égypte, Soudan/Érythrée, Érythrée/Djibouti, Somaliland/Somalie), sans oublier une crise interne en Éthiopie qui ne devrait pas se régler rapidement tant elle met en cause les fondements du régime actuel.

La militarisation des politiques de voisinage

Pendant des décennies, les États du Golfe n'ont pas fait la démonstration de leur *hard power* et ont surtout influencé la destinée des États et des populations de la Corne de l'Afrique grâce à leurs revenus pétroliers et l'activisme de leurs associations caritatives islamiques. En retour, les pays de la Corne disposaient d'un accès plus ou moins privilégié aux bassins d'emploi que constituaient les économies rentières du Golfe, d'où l'importance des envois d'argent de la diaspora dans les économies nationales depuis au moins trois ou quatre décennies.

Une succession d'événements a profondément modifié cette donne et a abouti à une militarisation des politiques de voisinage dans la région. On peut sans doute considérer que l'élément déclencheur est la posture qu'adoptait le nouveau président iranien après 2005 et sa volonté de mimer d'autres pays émergents en ambitionnant une coopération sud-sud qui visait à se construire une clientèle sur le continent africain. Certes, il existait déjà une présence iranienne au Soudan mais celle-ci était

conçue comme une possible monnaie d'échange avec les États-Unis et demeurerait relativement limitée même si Israël multipliait les accusations sur des envois d'armes au Hamas palestinien à partir du Soudan en suivant la côte de la mer Rouge.

La tentative iranienne de prendre pied en Érythrée et d'obtenir des facilités militaires et portuaires à Assab a suscité l'ire et la consternation éthiopienne car Addis-Abeba craignait que cet appui extérieur ne desserrât le nœud des sanctions et fournisse des ressources économiques et militaires vitales pour la survie du régime érythréen. Cette présence a également souligné une faiblesse stratégique de l'Arabie Saoudite puisque des navires de guerre iraniens localisés dans les eaux territoriales érythréennes pouvaient menacer une ville aussi importante que Djeddah²¹. Il n'est pas sûr qu'il faille suivre les analystes américains qui déclarent que l'Iran pouvait alors alimenter en armes les houthis yéménites. Les spécialistes du pays sont autrement plus prudents et surtout soulignent que le trafic d'armes passait par les proches d'Ali Abdallah Saleh, grand allié des États-Unis. Ont aussi été évoquées des livraisons d'armes à l'organisation djihadiste somalienne mais, si tel fût le cas, celles-ci n'ont pas eu l'ampleur dite. Beaucoup d'allégations et bien peu de vérifications indépendantes.

Les Printemps arabes, notamment la mise à l'écart d'Hosni Moubarak et l'arrivée au pouvoir d'un Frère musulman, Mohamed Morsi, en Égypte ont également tétanisé le régime saoudien qui n'a pu accepter le lâchage orchestré par l'Administration Obama et encore moins la victoire symbolique du Qatar qui manifestait une fois de plus l'influence de ses moyens d'information et ses liens avec les courants islamistes²². Le changement de régime en Égypte posait aussi la question de la sécurisation du Canal de Suez et la fragilisation du contrôle des rives de la mer Rouge.

La crise en Syrie aurait dû rapprocher les deux pays du Golfe qui ont immédiatement opté pour soutenir des groupes armés sunnites. Mais rapidement, les Qataris se sont retrouvés au côté des Turks (et Ahrar al-Cham) quand les Saoudiens ont joué une autre carte en appuyant Jaïch al-Islam²³. Les deux États nient avoir entretenu à un quelconque moment des relations avec Jabhat al-Nusra/Tahrir al-Cham mais les observateurs sont convaincus du contraire même s'ils ont tendance à privilégier Doha sur Riyad. Mais l'aide aux mouvements armés syriens va décroître à la fois à cause d'une implication occidentale plus forte et plus attentive à la nature des groupes armés puis surtout à cause de la guerre au Yémen qui mobilise l'Arabie Saoudite.

S'y ajoutait le pari d'une mise au pas du Yémen et d'une victoire dans une *blitzkrieg* qui déferait les rebelles houthis (et surtout l'ancien dirigeant Ali Abdallah Saleh qui disposait d'une force militaire conséquente) et remettrait en place un président

21. Jeffrey Lefebvre, « Iran in the horn of Africa: Outflanking US allies », *Middle East Policy Council*, Vol. XIX, n° 2, summer 2012.

22. Parmi une ample littérature, voir notamment Bernard Haykel, *Qatar Foreign Policy*, Oslo, NOREF, 2013 accessible à <https://noref.no/Publications/Regions/The-Gulf/Qatar-s-foreign-policy> et Fayal Mukhyat Abu Sulaib, "Understanding Qatar's foreign policy, 1955-2017", *Middle East Policy*, vol. XXIV, n° 4, Winter 2017.

23. Yehuda U. Balanga, "Saudi Arabia's motives in the Syrian civil war", *Middle East Policy*, Vol. XXIV, n° 4, Winter 2017.

intérimaire faible et médiocre politique, Abd Rabo Mansour Hadi. L'immobilisme politique international devant cette guerre a produit des effets dirimants sur les pays de la côte occidentale de la mer Rouge, la logique militaire incitant les deux pays cadres, Arabie Saoudite et EAU, à préempter le contrôle de tous les ports de la zone.

L'exigence d'une rupture des relations diplomatiques des pays riverains de la mer Rouge avec la République islamique d'Iran devenait dès lors logique. Puissances rentières, Riyad et Abou Dhabi ont également demandé un appui militaire pour sécuriser les territoires libérés des insurgés houthis puisque tous deux manquent de soldats pour stabiliser les territoires reconquis malgré des budgets militaires généreux. Le fait que les pays de la Corne ont obtempéré sans protester (à l'exception de l'Éthiopie) a constitué une erreur de taille pour la suite.

En effet, Riyad et Abou Dhabi attendent de ces États qu'ils agissent comme des clients et que cette attitude perdure. Cet autoritarisme à peine dissimulé par l'onctuosité de quelques propos diplomatiques a des conséquences sur l'appui des opinions publiques et s'est finalement révélé tout à fait contreproductif. À Djibouti, une altercation entre l'ambassadeur émirati et un responsable militaire a conduit à la rupture ; au Somaliland, l'annonce d'une association de l'Éthiopie à la gestion du port de Berbera sans consultation préalable a conduit à une crise ouverte avec Mogadiscio qui mobilise soudain à ses côtés islamistes et nationalistes. Au Puntland, l'opposition pose des questions qui mettent à mal l'unanimité initial.

L'Iran, n'en déplaise aux faiseurs de guerre, n'était qu'un acteur marginal alors et entendait jouir des conséquences de l'accord sur le nucléaire adopté en juillet 2015²⁴. Si la levée des sanctions avait eu lieu, l'ampleur des reclassements après des années où les réseaux économiques contrôlés par les Gardiens de la Révolution avaient prospéré sur les sanctions internationales aurait mobilisé toutes les attentions sur la scène politique intérieure iranienne. Comme on le sait, bien avant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, du fait de la faiblesse de l'Administration Obama et de l'hostilité du Congrès, la levée des sanctions était lente, partielle et pleine de sous-entendus menaçants. Cette analyse n'est évidemment pas partagée par de nombreux dirigeants du Golfe qui voient un pays de 80 millions d'habitants vouloir reprendre toute sa place dans la gestion des affaires régionales en profitant des énormes erreurs commises par les États-Unis durant la présidence de George W. Bush.

De là sans doute, l'appel impératif à rompre avec le Qatar et l'*hubris* de la coalition conduite par Riyad. Rompre les relations avec le Qatar et abonder dans la condamnation de Doha et de Téhéran n'étaient peut-être pas impossibles pour les pays de la Corne de l'Afrique mais la manière dont la demande était faite, alors que la coalition montrait les limites de sa cohérence politique aussi bien au Yémen qu'au Soudan, ne pouvait qu'inciter à une saine prudence.

24. Alex Vatanka, "Iran's awkward diplomacy in Africa", *The National Interest*, 23 March 2016.

Une coalition opportuniste guidée par l'Arabie Saoudite ?

Au début 2018, l'observateur du versant africain de la mer Rouge est frappé par la relative artificialité des alliances que la crise du Golfe a cristallisées. D'un côté comme de l'autre, elles semblent relever davantage d'une conjoncture particulière plutôt que de la mise en forme d'un véritable projet commun.

Les relations entre l'Arabie Saoudite et les EAU sont fondamentalement exprimées dans les liens étroits qui lient le Prince héritier saoudien, Mohamed bin Salman et son homologue à Abou Dhabi, Mohamed bin Zayed al-Nahyan. Cette personnalisation des contacts entre les deux pays peut apparaître comme une force, elle est aussi clairement une faiblesse car les opposants en Arabie Saoudite mettent en avant l'influence prépondérante exercée par le dirigeant d'Abou Dhabi et le fait qu'il ait été toute sa vie plus proche des milieux soufis que du wahhabisme²⁵.

Mais, au-delà, l'appréhension des grands problèmes est relativement différente à Riyad et à Abou Dhabi. On peut en donner ici quelques exemples tout à fait révélateurs qui portent sur l'islam politique, l'Iran, la conception des alliances au Yémen et à terme les stratégies de construction nationale. Cela tient pour une part au statut différent des deux pays : être le « protecteur » des lieux saints de l'islam limite sans doute le champ de manœuvre du jeune prince héritier saoudien, quelles que soient ses opinions personnelles par ailleurs. L'émirat d'Abou Dhabi et le Qatar, qui sont à bien des égards comparables, peuvent entretenir une longue liste de rancœurs car le premier peut se considérer tout à fait égal au second mais sans la même aura internationale. S'il est juste de considérer les positions adoptées sur les grands dossiers par ces acteurs, les jalousies microcholine ont eu leur importance dans le déclenchement de la crise actuelle²⁶.

Il faut créditer Mohamed bin Zayed d'une grande constance politique dans son opposition à l'islam politique à commencer par celui des Frères musulmans. Dès sa nomination comme Prince héritier en 2000, il a conduit, d'abord dans son émirat puis peu à peu dans l'ensemble de la fédération, une campagne déterminée pour réduire les capacités d'action des Frères musulmans qui représentaient l'organisation islamiste la plus influente, étant presque hégémoniques dans les milieux étudiants et la fonction publique. Plus tard, en Libye et en Syrie, les forces spéciales émiraties ont épaulé des milices qui n'avaient pas d'affiliation islamiste très claire et qui, surtout, combattaient des groupes qui la mettaient en avant. Cette hostilité envers l'islam politique éclaire aussi les relations sans grand nuage que les EAU entretiennent avec le général Abdel Fattah al-Sissi à la différence de l'Arabie Saoudite. Abou Dhabi a été jusqu'à financer un colloque de sommités religieuses qui ont déclaré que le wahhabisme et le salafisme étaient des déviations de l'islam, avant de prudemment se rétracter...

25. Entretiens, Paris, décembre 2017.

26. Michael Stephens, *The Arab Cold War Redux: the foreign policy of the Gulf Cooperation Council since 2011*, The Century Foundation, 28 February 2017, accessible à <https://tcf.org/content/report/arab-cold-war-redux/>

En Arabie Saoudite, on est dans une configuration assez différente à la fois parce que la force du lobby wahhabi est réelle (et Mohamed bin Salman bénéficie pour l'heure de la protection de son père qui en limite les protestations) et surtout parce que les liens tissés depuis des décennies avec les organisations islamistes, salafistes ou non, autorisent une marge de manœuvre autrement plus importante. L'Arabie Saoudite - en tout cas une part substantielle de ses élites, n'en déplaise à l'amnésie occidentale actuelle -, n'a pas hésité à soutenir directement ou indirectement des groupes armés salafistes en Libye, en Syrie, dans le Sahel et la Corne de l'Afrique. Elle entretient des relations cordiales avec le régime soudanais depuis l'éviction d'Hasan al-Tourabi en 1999 et avec les milieux salafistes somaliens.

On a pu en voir la manifestation de cette différence au Yémen. Les forces émiraties ont sympathisé au Sud-Yémen avec les partisans de la séparation et elles sont très réticentes à l'alliance entre les Frères musulmans (al-Islah) et les Saoudiens. Alors que les Saoudiens soutiennent (et accueillent) le président yéménite Abd Rabo Mansour Hadi, les Émiratis le considèrent comme une potiche en partie responsable de la crise actuelle. On le voit également dans la manière dont Saoudiens et Émiratis se comportent au Soudan et en Somalie. Face à une opposition déterminée et souvent brouillonne des EAU à l'islam politique, le régime saoudien est plus habile à manier la carotte et le bâton et à maintenir la pression sans jamais rompre les relations ou parler plus haut qu'il ne faut pour être entendu.

De la même façon, l'Iran est perçu comme un ennemi existentiel pour l'Arabie Saoudite surtout après l'accord sur le nucléaire conclu en juillet 2015. Mais cet antagonisme prend forme dans les années précédentes et Riyad cultive une lecture de cette opposition en termes communautaires chiite/sunnite (alors qu'il s'agit bien d'une rivalité entre deux États, aiguisée par le possible retour de l'Iran sur la scène internationale après l'accord de juillet 2015). Du côté des EAU, si la logorrhée est la même, l'hostilité est moindre ou est plus limitée à Abou Dhabi. Dubaï et Ras el-Khaïmah, mais aussi Charjah, certes ne font pas preuve publiquement de leurs différences mais les observateurs iraniens veulent penser que ces émirats abondent sans trop d'enthousiasme dans le sens de leur capitale fédérale, notamment parce qu'ils sont les plus grands bénéficiaires de la présence d'intérêts économiques iraniens utiles pour contourner les sanctions internationales²⁷.

Pour saisir ces nuances, il faut revenir sur les péripéties de la construction de la fédération des EAU, les réticences initiales très fortes de certains émirats (notamment les deux premiers cités) et la politique volontariste d'Abou Dhabi de promouvoir une recentralisation de la gestion des questions politiques, diplomatiques et sécu-

27. Fariba Adelkhah, « Dubaï, capitale économique de l'Iran » in Roland Marchal (ed.), *Dubaï, cité globale*, Paris, Editions du CNRS, 2001. Cette situation ne peut qu'évoluer de façon défavorable à l'Iran. En février 2018, la Banque centrale iranienne a averti les opérateurs économiques des nouvelles difficultés rencontrées avec les banques émiraties. Il est possible que la diminution drastique des transactions réalisées avec ces dernières ait entraîné un effondrement de la devise iranienne sur le marché libre. L'Iran cherche des alternatives du côté de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie mais aussi d'Oman. Bilan Khajepour, "How Trump is prompting Iran to improve ties with its neighbours", *Al-Monitor*, 27 March 2018.

ritaires²⁸. Dubaï a dû définitivement passer sous les fourches caudines au moment de l'éclatement de sa bulle immobilière et de l'explosion de sa dette en 2008. Le succès d'Abou Dhabi est fondamentalement lié aux transferts de fonds importants effectués vers les autres émirats en sus de la prise en charge d'une fraction importante du budget fédéral²⁹.

L'hostilité vis-à-vis du Qatar repose aussi sur une vision assez différente des enjeux. L'asile accordé à des opposants politiques ou les choix d'alliances dans les crises affectant certains pays (Égypte, Libye, Syrie) n'ont pas la même importance à Riyad et à Abou Dhabi. L'Arabie Saoudite entend contrôler le Conseil de coopération du Golfe, désir sans doute aussi ancien que la création de cette honorable organisation régionale et le Qatar est sans doute aujourd'hui l'État qui fait preuve de la plus grande volonté d'autonomie et de distinction. Oman est aussi dans une configuration particulière mais la succession y sera problématique et l'ampleur des problèmes économiques (notamment la croissance de la dette publique) obligera Oman à rentrer dans le rang.

Certes, en se rangeant du côté du vainqueur, Abou Dhabi ne perd rien mais, pour l'auteur de ce texte, il n'est pas évident de savoir ce que les EAU gagneraient à moyen terme, si l'influence amicale de son dirigeant sur l'Arabie Saoudite s'estompa. Certains analystes mettent en exergue le rôle actuel joué par le service militaire qui concerne uniformément l'ensemble d'une classe d'âge émiratie sans distinction. L'actuel dirigeant veut en faire le creuset d'une nouvelle citoyenneté émiratie et s'est engagé dans ces conflits en pensant qu'ils offraient une opportunité d'avancer encore plus vite dans ce sens. Les funérailles nationales accordées à des membres des forces spéciales tués au Yémen à l'automne 2016 corroborent cette analyse. Reste que les transformations sociales ne suivent que rarement le rythme des politiques publiques.

Enfin, l'Arabie Saoudite est à l'aube d'une tentative de transformation importante de son pacte social et ses gouvernants peuvent à juste titre craindre des dissidences qui aujourd'hui ne pourraient vraisemblablement être organisées que par les Frères musulmans ou les protestataires chiites dont leur région a beaucoup à perdre si la planification économique contenue dans *Vision 2030* est réellement mise en œuvre. La situation dans les EAU est là aussi radicalement différente. Les tentatives de diversification économique et de sortie de l'économie rentière sont anciennes et n'hésitent pas à secouer les habitudes sans d'ailleurs forcément réussir. Les études actuelles soulignent les limites du succès émirati et donc tendent à pronostiquer un échec pour l'Arabie Saoudite, si les choix actuels sont maintenus³⁰.

28. Youssef Courbage, Courtney Freer, Victor Gervais, Philippe Gunet, *Les Emirats arabes unis*, Paris, Fondation pour la recherche stratégique, juin 2017, accessible à <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/les-emirats-arabes-unis-9>

29. Karen E. Young, "UAE fiscal policy: Shinning light on federal resource sharing", The Arab Gulf States Institute in Washington, 20 October 2017, accessible à <http://www.agsiw.org/uae-fiscal-policy-shinning-light-federal-resource-sharing/>

30. Calvert Jones, *Bedouins into Bourgeois: Remaking Citizens for Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017., Lire aussi : "Saudi Arabia's crown prince wants to reengineer his country. Is that even possible?", *The Washington Post*, 20 November 2017.

Quand la marginalisation crée des solidarités

Cependant si l'on considère maintenant l'autre « camp », des faiblesses de même nature sont patentées. L'Iran d'abord a certainement un intérêt stratégique à construire un croissant « chiite » au Moyen-Orient : Afghanistan, Irak, Syrie et Liban entretiennent à un titre ou à un autre une alliance diplomatique qui est relayée comme on l'a vu en Syrie par l'engagement de milices ou de mercenaires chiites originaires de ces pays³¹. D'une certaine façon, cette force est aussi sa plus grande faiblesse car elle corrobore une vision communautariste des rivalités régionales et prolonge un isolement politique y compris dans des pays où l'Iran aurait tout à gagner d'une relative normalisation (Irak et Liban). Il est commode, mais également exact, de pointer les responsabilités des Gardiens de la Révolution qui, de fait, sont en charge de la politique de voisinage de l'Iran et dont certains secteurs ont une appétence réelle pour sa militarisation au prix d'un abandon de considérations à plus long terme.

Téhéran n'a pas de véritable politique africaine. La seule personne qui aurait souhaité qu'une telle politique existe est le président Ahmadinejad dont la présence au sommet de l'Union africaine à Banjul créa un certain affolement chez les Occidentaux. Il est possible qu'il existe une politique de Téhéran vis-à-vis de l'Afrique du sud, le Nigeria et l'Égypte, chaque fois pour des raisons différentes. En revanche, il n'y a pas de véritable diplomatie envers les autres pays du continent africain, sauf si une opportunité se présente. L'importance de l'Égypte ne réside pas seulement dans son poids démographique dans le monde arabe et la raison est assez intéressante. Al-Azhar bénéficie hier et aujourd'hui d'un grand respect de l'establishment religieux chiite qui espère que cette instance officialisera une reconnaissance entière du chiisme comme partie prenante de l'islam et traitera le droit chiite comme celui des autres écoles juridiques (*madhab*) du sunnisme. Ceci explique pourquoi l'Égypte bénéficie souvent d'un traitement particulier alors que son régime politique demeure l'un des plus intolérants et brutaux envers l'islam politique.

L'épisode érythréen n'a sans doute pas l'importance que lui ont donné les lectures de l'Administration américaine. Comme on le constate aujourd'hui avec le Soudan, le départ de l'Iran d'Érythrée n'a pas eu de répercussion majeure sur les équilibres politiques intérieurs ou sur la posture régionale de Téhéran. L'idée qu'une flotte iranienne toujours mal dotée (à l'instar d'ailleurs de celle des pays de la région, y compris de celle de l'Arabie Saoudite) puisse se lancer dans une aventure militaire si loin de ses bases nationales pourrait faire sourire si les contrats d'armement passés avec les adversaires de Téhéran n'étaient pas aussi importants.

Quant à l'implication dans la guerre au Yémen, pratiquement tous les experts ont souligné au début du conflit que les liens entre houthis et Iraniens n'avaient pas de grande réalité. Il est possible et même probable que les choses aient changé depuis mais la condamnation aujourd'hui des livraisons de missiles iraniens (*via* le Hezbol-

31. Ces considérations sur l'Iran intègrent les conclusions d'entretiens informels réalisés lors de visites en Iran en 2017 et février 2018.

lah libanais) aux houthis ne peut faire oublier la destruction du Yémen grâce aux missiles occidentaux si chèrement vendus aux Saoudiens.

On ne parlera pas ici beaucoup du Qatar dont la politique étrangère a fait l'objet de nombreuses études. Les amabilités faites aux islamistes étrangers peuvent certainement inquiéter mais il est aussi curieux qu'on oublie tout ce que l'Arabie Saoudite a fait et laissé faire dans les dernières décennies. Le Qatar qui héberge deux bases américaines importantes³² a aussi été utile pour mener des négociations avec des groupes radicaux comme les Taliban afghans. Abou Dhabi a également hébergé avant 2001 une ambassade d'Afghanistan dirigé alors par ces mêmes Talibans.

La Turquie mériterait des commentaires plus détaillés³³. Plus que le Qatar doté de moyens financiers impressionnants ou de l'Iran incapable d'élargir ses alliances des communautés chiites de la région aux États auxquels celles-ci appartiennent, la Turquie d'Erdogan s'inscrit dans une démarche plus large arguant de son identité islamique, de son passé ottoman et de sa modernité de pays émergent. Cette palette de références fait qu'on aurait tort de souligner seulement l'activisme de ses ONG islamiques ou l'ouverture de nouvelles lignes de Turkish Airlines avec les capitales de la Corne de l'Afrique ou encore l'accueil en Turquie de milliers d'étudiants africains.

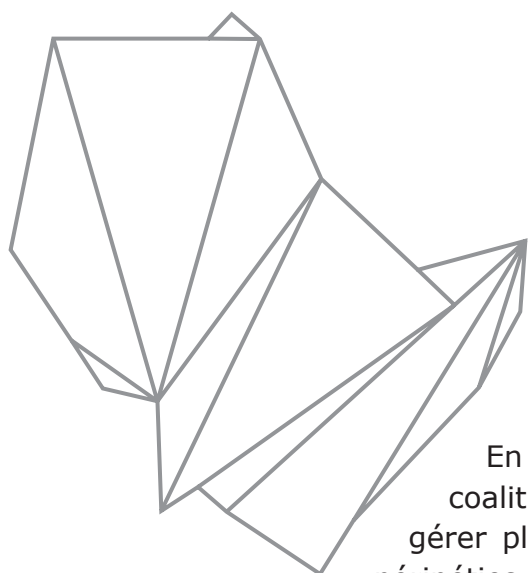
Comme on le constate dans la Corne de l'Afrique, la Turquie n'est pas une économie rentière et ne se comporte pas comme un État rentier. Sa présence se manifeste à travers l'aide humanitaire, le travail d'ONG islamiques mais également les activités d'entrepreneurs, petits et grands. L'insertion dans les sociétés d'accueil est donc réelle, directe et, en général, suit des modalités qui sont acceptées par la population autant que les élites.

La fureur d'Abou Dhabi quant aux capacités militaires de la Turquie (tant au Qatar qu'en Somalie d'ailleurs) est l'indice de cette différence et rappelle la faiblesse systémique de la « petite Sparte » comme l'appelait le général Mattis vis-à-vis d'Ankara.

La véritable question est celle qu'on posait dans un cadre politique différent à la Malaisie des années 1990 : cette politique ambitieuse vis-à-vis de l'Afrique durera-t-elle après le départ de l'actuel dirigeant ou comme ce fut le cas à Kuala Lumpur après le départ du Dr. Mahathir, sera-t-elle rapidement considérée comme obsolète ?

32. Le US Central Command dispose d'un état-major avancé sur la base aérienne d'al-Udair, la plus grande base américaine au Proche et Moyen-Orient. Il faut aussi mentionner le camp as-Sayliyah qui a été bâti en 2000 et est la plus importante base logistique en dehors du territoire américain.

33. Mehmet Ozkan, *Turkey's African Experience: From Venture to Normalisation*, Istituto degli Affari Internazionali, working papers n° 16, 20 August 2016. Mehmet Ozkan and Serhat Orakci, "Viewpoint: Turkey as a 'political actor' in Africa – an assessment of Turkish involvement in Somalia", *Journal of Eastern African Studies*, Vol. 9, n° 2, 2015. David Shinn, "Turkey-Africa relations", unpublished paper, 3 March 2016.



Appel d'empire ou comment renégocier ses patronages internationaux

En décrivant pays par pays les interactions avec les coalitions définies par la crise du Golfe, on voudrait suggérer plusieurs points qui paraissent plus décisifs que les péripéties du moment.

D'abord, et c'est sans doute, un aspect essentiel, dans tous les pays affectés les mécanismes de prise de décision ont été réduits aux acquêts. Dans les dictatures comme l'Érythrée ou Djibouti, on peut ne pas en être surpris mais ailleurs le débat interne a été très limité. Ceci est sans nul doute l'indication d'une gouvernance plus que médiocre qui, pour n'être pas surprenante, n'en demeure pas moins préoccupante.

Ensuite, chaque pays a joué ses cartes sans volonté de chercher un positionnement commun. Cela en dit long sur les capacités de l'IGAD à jouer le rôle qui devrait être le sien : celui d'un forum régional censé débattre des problèmes qui affectent la région.

Enfin, tous ces États n'ont pas réellement inscrit leur choix dans une politique qui leur permettrait de générer des effets supérieurs à la simple récompense financière qui a été octroyée au moment du choix. En particulier, il est saisissant de voir que les pays qui ont fait allégeance à la même coalition restent fondamentalement enkystés dans leurs rivalités passées et ne prennent aucune initiative pour essayer d'en débattre au sein de ce nouveau cadre : Soudan/Érythrée, Érythrée/Djibouti.

Si cette description est correcte, on peut en conclure que la solidité du front construit par l'Arabie Saoudite et les EAU ne vaut que dans l'instant et que les pays riverains de la mer Rouge pourront dans l'avenir renégocier leur appartenance dès lors qu'une solution alternative apparaîtra, qu'elle vienne de la Chine, d'autres pays émergents comme la Turquie (ce n'est pas forcément probable), de la Russie ou des Occidentaux.

Il y a donc de façon assez dialectique d'une part un appel d'empire, c'est à dire un désir de se retrouver sous le parapluie d'une grande coalition qui impressionne par sa générosité financière et sa politique de comptoir (puisque seule une présence au niveau des ports est requise) et l'absence totale de conditionnalités politiques et, d'autre part, un réflexe inhérent de l'histoire de ces États ou de ces mouvements dans la guerre froide, une volonté de renégocier pied-à-pied les engagements en tentant de recréer les conditions de rivalité régionale qui permettent d'augmenter les ressources pour une survie des régimes.

Le Soudan face à ses multiples systèmes d'alliance

Le Soudan était le pays le plus impliqué dans la crise du Golfe pour plusieurs raisons qui tiennent à l'histoire du mouvement islamiste et aux conditions de sa prise de pouvoir en juin 1989. Tout d'abord, les liens avec le Qatar sont anciens et Doha a agi avec promptitude pour sauver le nouveau régime qui était considérablement isolé après le coup d'État et qui devait faire face à des pénuries qui le rendaient particulièrement impopulaire. Cette relation cordiale s'est poursuivie après l'éviction d'Hasan al-Tourabi en décembre 1999, Doha maintenant des contacts avec tous sur la scène politique soudanaise. Le Qatar est aussi un investisseur important au Soudan.

Doha a également fourni une porte de sortie honorable au régime (et à la communauté internationale) en s'attellant dès septembre 2008 à une médiation sur le Darfour qui a débouché sur une série d'accords avec les mouvements rebelles darfouriens (ou certaines de leurs fractions) à partir de 2011.

Enfin, on doit rappeler l'aide économique fournie par le Qatar au Soudan en 2011 lorsque les dirigeants soudanais ont dû admettre, médusés, que le Sud-Soudan était devenu indépendant. La densité de cette histoire commune fait qu'on peut douter que l'isolement prescrit par Riyad et Abou Dhabi dure. Toutes choses égales par ailleurs, le régime soudanais a besoin de financements extérieurs importants pour relancer la machine économique après la levée des sanctions.

La décision de rompre les relations diplomatiques avec l'Iran à la suite de l'attaque de l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Téhéran en janvier 2016 puis l'envoi de soldats soudanais au Yémen doit s'analyser dans un contexte particulier qui est celui des discussions sur la levée des sanctions américaines (et donc la nécessité de trouver des relais pour plaider le cas de Khartoum à Washington) et de la crise économique endémique depuis l'indépendance du Sud-Soudan et le retour de la guerre dans le jeune État³⁴.

La prise de décision au Soudan se situe de façon générique à la présidence de la République mais ni le Premier ministre/vice-Président de la République, Bakri Hasan Saleh, ni le chef des Services de renseignement, Mohamed Atta al-Moula Abbas, pas plus d'ailleurs que le ministre des Affaires étrangères, Ibrahim Ahmed Abdelaziz Ghandour, n'ont réellement été associés à la première décision qui engageait pourtant le pays. Tout s'est passé entre le Président Omar al-Béchir et son chef de cabinet, un cadre du renseignement soudanais, Taha Osman al-Hussein. Mieux encore, la décision d'envoyer jusqu'à 6 000 hommes (les chiffres varient) au Yémen a été obtenue par d'un appel téléphonique passé de Riyad par ce même Taha qui suppliait son Président d'aider les « frères saoudiens » et tout spécialement le jeune prince Mohamed bin Salman³⁵.

34. Ainsi plusieurs publications font état d'un versement d'un milliard de dollars à la Banque centrale soudanaise après cette décision. Jacquelyn Meyer Kantack, "The Gulf contest for the Horn of Africa", *Critical Threats*, 26 September 2017.

35. L'entourage d'Omar el-Béchir prouvait finalement que Taha Osman travaillait pour Mohamed bin Salman. Jeté en prison en juin 2017, il était libéré après quelques dizaines d'heures d'emprisonnement par une mission spéciale mandaté par le prince héritier saoudien. Taha Osman travaille aujourd'hui dans l'entourage de Mohamed bin Salman...

Ces choix soudanais ont certes produit quelques rétributions mais l'envoi de troupes au Yémen s'est rapidement révélé contreproductif. Contrairement peut-être à certains espoirs, les soldats sont payés directement au Yémen et les gains pour l'appareil d'État soudanais finalement très réduits, hormis la dotation initiale. Surtout, le gouvernement soudanais doit expliquer à sa population sa participation à une guerre très impopulaire dans le monde arabe (n'en déplaise aux Saoudiens) qui fait des victimes dans les rangs de la coalition saoudienne³⁶.

En outre, les relations avec l'Égypte n'ont pas été améliorées par ce choix³⁷. L'Égypte échaudée par son expérience historique au Yémen n'a pas cautionné cette guerre, ce qui l'a mise en délicatesse avec l'Arabie Saoudite. Le général Abdel Fattah al-Sissi ne peut qu'être suspicieux vis-à-vis d'un régime islamiste qui s'est rabiboché avec les Frères musulmans depuis 2000 et a tenté de mettre ces derniers au pouvoir en Libye. C'est toutefois sans nul doute la question très complexe du partage contesté des eaux du Nil davantage que la souveraineté sur le triangle d'al-Halaïb qui fait problème.

La crise de janvier 2018, époque où des rumeurs faisaient état de la présence de contingents égyptien, émirati et érythréen adoubés de rebelles soudanais du JEM à proximité de la frontière érythréo-soudanaise, soulignait le paradoxe d'une alliance régionale qui n'octroyait aucune garantie sur les relations entre ses membres. La crise s'est finalement résorbée, les contingents étrangers évanouis et les relations entre Le Caire et Khartoum normalisées même si rien n'a été réglé sur le fond, mais il en est ainsi depuis longtemps.

Le Soudan a également appuyé la médiation koweïtienne entre le Qatar et ses voisins du Golfe, sans effet depuis son lancement.

L'Érythrée remise en selle ?

La crise actuelle permet de se remémorer un pan de la politique extérieure des dirigeants érythréens qui existait même durant la guerre de libération nationale : le compagnonnage avec les petits pays du Golfe. L'argument était construit de la manière suivante : l'indépendance de l'Érythrée avait été niée car l'Érythrée est un petit pays peu considéré par les plus grands. Ainsi, des pays comme le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis ou même Israël ont pu être courtisés à différents moments sur la base d'une sympathie « naturelle » qui devrait exister entre eux.

Cela n'a pas empêché des réalignements spectaculaires de la présidence érythréenne dès lors que ceux-ci semblaient accroître une marge de résistance ou l'obtention de nouvelles ressources. La gestion de l'État est, comme à Djibouti, extrême au point qu'il est devenu commun pour les analystes de confondre le parti au pouvoir et son président, Issayas Afeworki.

36. Entretiens avec des diplomates soudanais à Khartoum, janvier 2018.

37. Alain Gresh, "A Turbulent time in Saudi-Egyptian relations", *Orient XXI*, 14 décembre 2016.

Le choix d'opter plutôt pour l'alliance Arabie Saoudite/EAU se comprend d'abord en fonction d'une interprétation érythréenne de l'évolution de la politique américaine. Le voyage de Donald Trump à Riyad a été interprété à Asmara, comme dans d'autres capitales de la région, comme un soutien sans faille apporté à la famille bin Salman pour « combattre le terrorisme » et, surtout, pour s'installer au pouvoir.

Dans le même temps, l'Érythrée s'est refusée à rompre ses relations diplomatiques avec le Qatar. Certes, les relations avec Doha ont connu des hauts et des bas et l'assurance que le Qatar resterait absolument fidèle à son amitié ancienne avec Asmara s'est un peu estompée³⁸. Ainsi, la réouverture d'ambassades à Doha et Addis-Abeba en 2013 a marqué la fin d'une relation privilégiée avec l'Érythrée. Du point de vue du Qatar, une posture plus équilibrée entre Éthiopie et Érythrée permettait de peser plus facilement en Somalie sans paraître menacer les intérêts d'Addis-Abeba ou de Washington. Le Qatar s'est aussi impliqué avec plus de succès qu'au Darfour dans une médiation entre l'Érythrée et Djibouti. La crise, cependant, n'avait ni la même intensité ni les mêmes ressorts. En 2010 un accord était signé entre les deux pays, les troupes se retiraient de la frontière et la seule question épineuse restait celle des prisonniers à échanger, échanges qui furent finalement effectués en 2016.

Les visites d'Issayas Afeworki au Qatar se sont poursuivies après 2013, même si, en 2015, le dirigeant érythréen a repris le chemin de Riyad et d'Abou Dhabi sans doute à la recherche de subsides supplémentaires. Il n'est d'ailleurs pas impossible que des combattants érythréens participent à la guerre au Yémen au sein de la coalition saoudienne mais comme le remarque Harry Verhoeren, l'Érythrée n'a rien à gagner à couper les ponts avec le Qatar et maintient une apparente neutralité dont on pensera ce qu'on veut³⁹.

De plus, Asmara a sans nul doute prêté une grande attention à la position de l'Égypte, à cause des tensions générées par le barrage de la Grande Renaissance et le partage des eaux du Nil. Pour les Érythréens, un succès économique aussi important de l'Éthiopie réduirait encore l'écoute dont ils peuvent bénéficier dans la grande région.

On le voit, les dictateurs ne sont pas forcément irrationnels. On affirme en sus que la location pour une période de trente ans du port d'Assab rapporterait au gouvernement érythréen près de 500 millions de dollars. Malgré tout, il y a une certaine ironie dans la situation actuelle. Faut-il rappeler que la colonisation italienne de l'Érythrée commença par un accord du sultan d'Assab et une compagnie maritime italienne, la compagnie maritime Rubattino, pour l'utilisation du port en 1882. Le nationalisme érythréen peut être plus tourmenté qu'on ne le croit généralement

38. Barouk Mesfin, "Qatar's diplomatic incursions into the Horn of Africa", Institute for Security Studies, *East Africa Report*, n° 8, November 2016.

39. "Qatar crisis: Will Eritrea and Ethiopia take sides?", *The Messenger Africa*, 10 June 2017, accessible à <https://messengerafrika.com/2017/06/10/qatar-crisis-eritrea-stands-with-brother-doha-but-whither-ethiopia/>.

L'Éthiopie en retrait

L'Éthiopie est sans doute le pays qui est dans la situation la plus étrange, un peu à la périphérie de cette crise alors qu'elle est la plus directement concernée par ces nouveaux équilibres ou déséquilibres sécuritaires dans la région.

D'un côté, l'Éthiopie ne se conçoit pas comme un pays musulman et donc sa capacité d'identification avec l'une ou l'autre partie dans le conflit est moindre. Addis-Abeba n'a pas non plus d'illusions sur les déclarations de vertu anti-islamiste des uns et des autres. Elle en a fait l'expérience dès les années 1990 dans sa relation – difficile – avec le Soudan d'Omar el-Bachir (attentat contre Hosni Moubarak en juin 1995 dont la logistique était fournie par une ONG saoudienne) ou avec la Somalie, déjà en guerre civile.

De l'autre, à l'inverse des autres pays – on pourrait nuancer pour le Soudan –, l'Éthiopie dispose d'un véritable appareil diplomatique et d'instances décisionnelles qui n'obéissent pas aux foudres d'un dirigeant. Elle est aussi particulièrement bien insérée dans la communauté internationale et donc peut se mettre à l'écoute des diverses interprétations d'une crise comme celle du Golfe.

Pourtant, l'Éthiopie a assisté dans une relative impuissance à la crise dans la région et à la mise en place de facilités militaires qui ne la menacent pas mais qui octroient une autonomie stratégique plus grande à des États qu'elle pouvait considérer sous son influence. Djibouti et le Somaliland se retrouvent ainsi dans une bien meilleure posture dans leur rapport avec la capitale éthiopienne. Reste aussi que la rivalité entre les deux ports de Berbera et de Djibouti peut devenir plus forte si des améliorations importantes sont faites sur le corridor Berbera-Tug Wajaale. Surtout, la question érythréenne a repris une nouvelle importance avec les investissements émiratis à Assab.

Mesurer les gains stratégiques de chacun de ces États n'est pas aussi évident qu'il peut sembler de prime abord. L'Érythrée bénéficie de ressources supplémentaires importantes mais héberge sur son sol des partenaires très proches des États-Unis qui ont fait front avec l'Éthiopie dans la gestion des accords d'Alger. Djibouti est en concurrence avec le Somaliland. Le mouvement djihadiste somalien fait son miel des divisions en Somalie alors que les EAU et la Turquie (parmi bien d'autres acteurs) forment une armée dite nationale.

En 2008, l'Éthiopie coupait ses relations diplomatiques avec le Qatar arguant que Doha aidait l'Érythrée et finançait, directement ou indirectement, dans la région des groupes armés qui lui étaient hostiles (notamment ONLF), ainsi que, bien évidemment, les djihadistes somaliens. Les relations entre les deux pays furent rétablies en 2012 lors de la conférence de Londres sur la Somalie.

Le plus remarquable dans le cas éthiopien est sans doute cette apparente mise à l'écart dans le déroulé de la crise du Golfe et cette omniprésence d'une nouvelle géopolitique construite autour de l'influence grandissante de la Chine (qui fournit le

modèle d'État développementaliste du régime actuel) et la présence économique de la Turquie.

En effet, l'Éthiopie est le pays qui bénéficie du plus large pourcentage d'investissements directs turcs dans la Corne de l'Afrique (environ 40% du total), dans des secteurs aussi différents que les infrastructures de transport (train Awash-Woldiya), la production électrique, l'agriculture. Une zone industrielle construite en 2015 fournit près de 33 000 emplois aux Ethiopiens. La visite du chef d'État turc en janvier 2015 a démontré la volonté d'aller de l'avant⁴⁰.

L'Éthiopie a ainsi déclaré sa neutralité dans la crise du Golfe et a sans doute influencé la décision prise par l'Union africaine en juillet 2017 qui va dans le même sens. L'incertitude sur les enjeux réels de cette crise et les avantages comparatifs qu'elle pourrait créer dans le maintien d'une compétition entre États du Golfe font le reste.

Djibouti : à quand une présence russe ?

Djibouti a su profiter de cette crise de façon assez remarquable mais aussi cynique compte tenu des liens historiques qui lie la petite république au Yémen voisin. Sans vouloir répéter un argumentaire développé dans la première section de ce texte, cette gestion opportuniste de la crise du Golfe se déroule dans la même période que l'installation de la base militaire chinoise. Djibouti entretient des relations avec tous les protagonistes de la crise du Golfe depuis très longtemps. L'appât du gain aura cependant été une nouvelle fois le plus fort.

Dès octobre 2015, l'Arabie Saoudite a obtenu l'accès à l'espace aérien djiboutien et à certaines facilités du camp Lemonnier (piste d'atterrissage, etc.). En décembre 2016, Riyad a annoncé son intention de pérenniser sa présence en construisant une base militaire qui permettrait de lancer des opérations au Yémen et de stopper les éventuelles livraisons d'armes iraniennes aux insurgés houthis.

Cette décision renforce l'évolution de Djibouti en cité-État caserne et lui permet de desserrer l'étau éthiopien puisqu'Addis-Abeba peu à peu a obtenu un monopole de fait sur l'essentiel de l'activité portuaire.

Les modalités de la rupture entre les EAU et Djibouti, une altercation de l'ambassadeur émirati avec un chef militaire djiboutien relativisent toutefois fortement la dimension stratégique de ce qu'il se passe et pour certains rappellent sans doute que l'ego de certains dirigeants n'est pas la moindre des raisons qui ont conduit à cette crise.

D'ailleurs, Djibouti n'a pas coupé les relations diplomatiques avec le Qatar : il a simplement réduit le niveau de sa représentation. Par conséquent, tout change et rien ne change.

40. Voir la présentation plus synthétique des relations économiques entre les deux pays <https://ovipot.hypotheses.org/13646>

L'importance de l'endettement de Djibouti par rapport à la Chine et la dépendance que celle-ci induit à terme doivent susciter la réflexion. La dette chinoise – due notamment au financement du fameux port de Doraleh et à la réhabilitation de l'aéroport international – atteint pratiquement 50% du PIB djiboutien. Djibouti est l'un des huit pays situés sur la Route de la soie aujourd'hui liés à la Chine⁴¹.

Somalie : les affres d'un fédéralisme fantomatique

Les relations entre l'actuelle classe politique somalienne et les pays du Golfe (pour ne pas mentionner l'aide humanitaire et le financement de projets d'ONG) sont anciennes dans la guerre civile pour rester dans ce cadre limité. Le rôle joué par le Qatar et Yusuf Qaradawi au printemps 2009 pour tenter une médiation entre le nouveau président issu des tribunaux islamiques, Sheekh Shariif Sheekh Ahmed, et ses anciens compagnons de route restés à Asmara ou poursuivant la lutte armée au sein d'Hisbuul Islaam en a été un exemple. Cette médiation a tourné court mais rétrospectivement il semble qu'elle ait eu un rôle réel dans des ralliements en 2009 et en 2010 de cadres du second cercle de l'opposition armée.

L'action de l'Arabie Saoudite a été plus distante même si Riyad a financé le gouvernement de transition. Le pays a eu un rôle moins public mais néanmoins important en appelant les salafistes somaliens d'al-I'tisaam bil Kitaab wal Sunna à une plus grande modération politique et à se détacher plus nettement du mouvement djihadiste. Il y a évidemment d'autres causes à cette évolution mais ces pressions ont permis incontestablement des prises de position publiques contre l'extension de la guerre au Puntland et au Somaliland. La récente réunion à Kismaayo de la grande « famille salafiste » somalie (à laquelle assistaient aussi des personnalités importantes du Kenya) en janvier 2018 illustre à la fois l'assise et l'audience de ce mouvement dans la société somalienne et la-modération de ses revendications politiques.

L'élection de Hassan Sheikh Mohamoud en 2012 a été possible grâce à l'argent qatari. D'autres raisons expliquent ce succès mais la proximité de certains islamistes – salafistes ou proches d'une scission des Frères musulmans, Damuul Jadiid – a été déterminante lorsqu'il a fallu convaincre les derniers parlementaires⁴². Pourtant, même si les relations entre Doha et le nouveau gouvernement somalien sont restées bonnes, le groupe qui avait servi d'intermédiaire s'est divisé dès 2014 pour des raisons qu'il n'est pas aisé de comprendre. Peut-être, en dernière instance, s'agit-il d'une rivalité entre deux personnes, Faraah 'Abdiqaadir influent conseiller de Hassan Sheikh jusqu'au terme de son mandat et Fahad Yaasiin, très intime des milieux qataris, qui tous deux appartiennent au même sous-clan Reer Aw Hasan des Sheekhaal.

41. John Hurley, Scott Morris and Gailyn Portelance, *Examining the Debt Implications of the Belt and Road Initiative from a Policy Perspective*, Center for global Development, March 2018, accessible à <https://www.cgdev.org/publication/examining-debt-implications-belt-and-road-initiative-a-policy-perspective>.

42. Roland Marchal, *Mapping Political Islam in Somalia*, EU Delegation for Somalia, Nairobi/Paris, 2013.

Cette relative mise à distance du Qatar n'a pas contribué à une amélioration des relations avec les EAU. Dès 2015, la question d'une participation de troupes somaliennes à la guerre du Yémen est posée, d'autant qu'Abou Dhabi entraîne les jeunes recrues au Puntland et à Mogadiscio. Certains observateurs affirment que plusieurs centaines de soldats somaliens sont ainsi envoyés au Yémen combattre au côté de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite avant que Washington n'y mette son veto à cette décision d'un gouvernement somalien plutôt soulagé de n'avoir pas à obéir plus avant. D'autres affirment que le gouvernement à Mogadiscio n'a jamais donné son accord et que les Somaliens qui combattent au Sud-Yémen sont des mercenaires recrutés dans les camps de réfugiés par les forces spéciales émiraties.

Le gouvernement somalien a en revanche fait preuve d'une obéissance parfaite lorsque Riyad a sollicité la rupture de ses relations diplomatiques avec l'Iran en janvier 2016. Du jour au lendemain, les responsables de Mogadiscio ont expliqué que l'ambassade d'Iran menait un prosélytisme dangereux, que des armes étaient offertes et que le chiisme est étranger à la Somalie (il y avait, avant la guerre civile, quatre mosquées chiites à Mogadiscio, sans même mentionner celles de Merka et de Baraawe). Cinquante millions de dollars saoudiens sont venus les remercier pour ces martiales déclarations.

La fin du mandat d'Hassan Sheikh est marquée par un activisme diplomatique des EAU qui s'inquiètent d'abord de l'influence grandissante de la Turquie (selon des modalités indiquées plus haut) et des réticences du président sur la politique de la coalition, rapidement interprétées comme une solidarité avec les islamistes et Doha. Curieusement, alors que la période électorale en Somalie voit la montée d'un certain nationalisme, celui-ci se limite à la dénonciation des pressions éthiopiennes et reste silencieux sur les agissements des EAU, pourtant bien peu discrets. Tolérance musulmane ou appétence au gain facile ? On ne saurait dire.

L'élection de Mohamed Farmaajo et la nomination de son gouvernement ouvrent une période de grande tension avec Abou Dhabi car il est clair que le Qatar a parié sur le nouveau président et lui garantit des fonds réguliers pour réduire toute opposition au parlement. Des dizaines de députés bénéficient de cadeaux de la présidence et font bloc derrière lui dès qu'une motion de défiance est envisagée par une opposition multiforme et divisée⁴³.

Les EAU tentent avec beaucoup de maladresse de construire une opposition mais échouent souvent car ils investissent sur des hommes politiques qui certes aiment l'argent mais qui ne bénéficient pas d'une très grande aura au sein des parlementaires. Abou Dhabi, cependant, marque des points importants en capitalisant sur les errements du gouvernement national dans ses relations avec les états fédérés.

Les nouveaux responsables, et notamment un groupe conduit par Fahad Yaasiin à la présidence, essaie de contester les présidents des États fédérés, arrête de leur

43. Roland Marchal, *Une élection somalienne*, Note de l'observatoire des enjeux sécuritaires en Afrique de l'Est, avril 2017, accessible à <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/observatoire-de-l-afrique-de-l-est>

payer les dotations budgétaires définies sous l'ancien gouvernement et semble vouloir mettre au pouvoir au sein de ces entités des personnalités plus à l'écoute de Mogadiscio. Sans surprise, Galmudug et le Jubbaland marquent leur distance, le Puntland et l'État du Sud-Ouest leur hostilité. Ces deux derniers États fédérés sont ceux où la présence des EAU est la plus ancienne ou la plus prometteuse⁴⁴.

Le Somaliland s'est évidemment positionné pour bénéficier le plus de cette foire d'empoigne au Sud. L'accord sur la modernisation et la gestion du port de Berbera par Dubaï Ports World et la construction d'une base militaire émiratie signé en février 2017 aurait dû provoquer un débat à Mogadiscio et quelques demandes d'éclaircissement. Cette base devait-elle faire le pendant au camp d'entraînement militaires inauguré par les Turcs à Mogadiscio ? *Quid* des détails des deux accords ? Les nationalistes somaliens se sont émus seulement lorsque la compagnie émiratie a proposé à l'Éthiopie d'être actionnaire de la gestion du port en mars 2018⁴⁵...

Sans présager de l'issue de la crise politique que ce débat a ouverte dans la capitale somalienne, on voit que les points de tension portent sans doute plus sur le rôle et l'influence de la Turquie⁴⁶ et des EAU que sur le comportement du Qatar qui n'est pour les acteurs de cette tragi-comédie que le symptôme d'un plus grand dérèglement. On peut le mesurer à la confrontation des ambassades des deux pays à Mogadiscio, sise l'une à côté de l'autre comme pour mieux s'espionner.

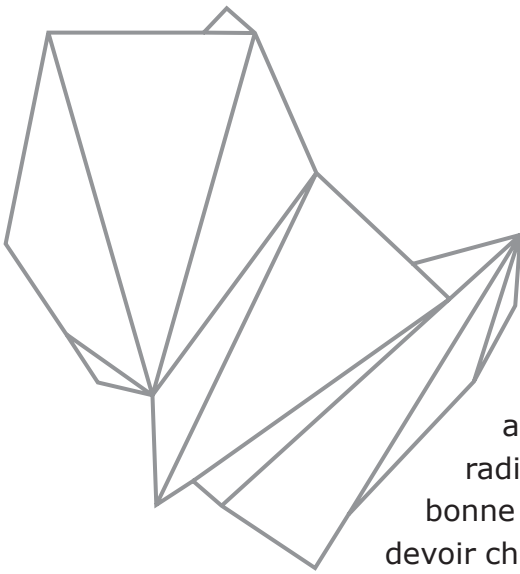
Paradoxalement, les dissensions sur l'accord concernant le port de Berbera permettent de poser un débat depuis toujours tronqué par la communauté internationale : l'indépendance du Somaliland... et sa dépendance encore plus grande vis-à-vis de l'Éthiopie voisine⁴⁷.

44. Le rôle joué par Éric Prince mériterait de longs commentaires.

45. Anonyme, "Mogadishu fires broadside at UAE", *Africa Confidential*, Vol. 59, n° 6, 15 March 2018.

46. Des compagnies turques gèrent le port et l'aéroport de Mogadiscio qui fournissent plus de 80% des revenus du gouvernement somalien.

47. Brendon J. Cannon et Ash Rossiter, "Ethiopia, Berbera port and the shifting balance of power in the Horn of Africa", *Rising Powers Quarterly*, vol. 2, N° 4, 2017.



Conclusion

La crise du Golfe va durer et, il faut le craindre, la guerre au Yémen également. Il est donc peu probable que la configuration régionale évolue de façon radicale dans les mois qui viennent. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour la région car tous les acteurs vont devoir chercher en dehors de ce cadre fragile et peu cohérent les soutiens nécessaires pour résoudre les défis sécuritaires ou économiques auxquels ils sont confrontés.

D'une certaine manière, cela signifie que l'Arabie Saoudite et les EAU ont une prétention impériale mais ils ne se donnent guère les moyens de leur ambition. Les acteurs régionaux au-delà de l'affichage public de leur allégeance multiplient les critiques sur l'incapacité et l'indifférence de Riyad et Abou Dhabi (comme d'ailleurs de Doha) de comprendre les histoires et les dynamiques profondes de la Corne de l'Afrique. De là des comportements erratiques qui sont mis entre parenthèses dans l'espoir de nouvelles largesses financières.

L'Éthiopie a toujours voulu se concevoir comme l'hégémon régional durant les trois dernières décennies mais a eu beaucoup de difficultés à se voir reconnaître ce rôle par ses voisins. De plus, son conflit avec l'Érythrée n'est pas résolu et son implication au Sud-Soudan n'a pas eu les effets escomptés. Son contrôle de la scène somalienne s'estompe et même son influence stabilisatrice au Somaliland et au Puntland marque le pas. Addis-Abeba a même perdu l'initiative pour obtenir un semblant de réaction commune face à la crise du Golfe. Certes, le régime éthiopien est aux prises avec une crise systémique intérieure et retournera à terme sur la scène régionale. Une part de ses échecs à réduire les tensions dans la Corne recouvre ceux de la communauté internationale.

Cependant, il n'en reste pas moins que dans la phase actuelle où la valeur géopolitique se mesure à la capacité à contrôler les flux maritimes, l'Éthiopie est sérieusement démunie et doit laisser la place à d'autres États. Si l'actualité oblige à se centrer sur les acteurs du Golfe, une autre dimension paraît devoir s'imposer à terme : l'arrivée de la Chine et la compétition entre puissances émergentes qui se manifesteront bien au-delà de la maîtrise des côtes par l'exploitation des *hinterlands*. La question sera alors de savoir si ces nouvelles influences se façonneront dans et par le système actuel de rivalités régionales ou si elles redessineront une nouvelle géopolitique régionale.